



GROUPE DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT

**RAPPORT SUR LE PROGRAMME SPECIAL POUR LE
DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE (PSDA)**

30^{ème} Session du COMCEC

Ankara, Turquie

25-28 novembre 2014, Istanbul, Turquie

RAPPORT SUR LE PROGRAMME SPECIAL POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE (PSDA)

Introduction

Conformément au *Programme décennal d'action pour la Oummah* adopté lors du 3^{ème} Sommet extraordinaire tenu en décembre 2005 à Makkah, ainsi qu'à la stratégie propre de la BID et son engagement à aider l'Afrique, il a été procédé en 2008 au lancement du Programme spécial pour le développement de l'Afrique (PSDA), qui avait été validé à l'issue d'une réunion ministérielle tenue en janvier de la même année à Dakar, au Sénégal. Le PSDA succédait ainsi à un programme similaire, le *Cadre de coopération de la BID pour l'Afrique* (Déclaration de Ouagadougou) dont la mise en œuvre a été assurée par la BID pour le compte des pays de l'Afrique subsaharienne (ASS) sur la période allant de 2003 à 2007. Un horizon de cinq ans (2008-2012) a été défini avec des objectifs financiers quantifiés et consolidés. La phase approuvée s'est achevée en novembre 2012, et l'exécution du programme s'est poursuivie de manière plus intense.

Le Groupe de la BID a ainsi prévu une enveloppe de 4 milliards USD sur une période de 5 ans (1429H-1433H/2008-2012) pour le financement du Programme spécial pour le développement de l'Afrique (PSDA), un montant additionnel de 8 milliards USD devant être mobilisé auprès d'autres partenaires au développement. Le programme a bénéficié du soutien de toutes les entités du Groupe de la BID, à savoir la BID elle-même, le Fonds de Solidarité islamique pour le Développement (FSID), la Société internationale islamique de financement du Commerce (SIFC), la Société islamique pour le Développement du Secteur privé (SID) et la Société islamique pour l'assurance des investissements et du crédit à l'exportation (SIACE).

Les principaux objectifs visés par le PSDA sont de contribuer efficacement à la lutte contre la pauvreté, la réalisation d'une croissance économique durable et le renforcement de l'intégration régionale. Le Programme compte cinq secteurs prioritaires, ainsi que des activités à caractère intersectoriel : l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'eau et l'assainissement, l'énergie, les infrastructures de transport, l'éducation et l'intégration des jeunes dans le monde du travail, la santé et la lutte contre les maladies transmissibles.

Mise en œuvre du PSDA

La mise en œuvre de cette initiative prévue sur un horizon de cinq ans (2008-2012), s'est renforcée en 1434H (principalement en 2013), avec le passage de l'étape de l'approbation à celle de l'exécution du programme. Sur une enveloppe totale de 5,01 milliards USD représentant les approbations au titre du Programme, 472 millions USD ont fait l'objet de décaissement par la BID en faveur des 22 pays membres bénéficiaires du PSDA en 1434H, portant ainsi le montant des décaissements cumulés à 1,6 milliard USD, soit 31,6 pour cent des approbations totales. Sur le montant total des décaissements, 317 millions USD ont été consacrés au financement de projets par la BID (67 pour cent), 17 millions USD par la SID au développement du secteur privé, 133 millions USD par la SIFC au financement du commerce et 5,22 millions USD par l'APIF. Par ailleurs, une couverture d'assurance a été apportée par la SIACE, à hauteur de 640 millions USD.

Le montant des décaissements effectués en 1434H par le Groupe de la BID au profit des 22 pays membres bénéficiaires du PSDA, s'est chiffré à 472 millions USD. Par conséquent, pour l'ensemble de la période (1429H – 1433H) le montant a atteint 1,6 milliard USD, pour des approbations totales de 5,007 milliards USD, soit un taux de décaissement de 31,6 pour cent. Ce taux marque une amélioration par rapport aux 22 pour cent enregistrés durant les 5 années du programme. Le montant des décaissements effectués en 1434H est également supérieur à la moyenne des cinq années (285 millions USD), traduisant une plus grande concentration des efforts sur la mise en œuvre et les décaissements durant la période.

Résultats attendus du PSDA

Une fois que les projets approuvés auront été exécutés avec succès, l'espoir est que le PSDA aura contribué à atténuer certaines des contraintes majeures auxquelles se heurtent les pays africains membres, notamment en ce qui concerne le déficit d'infrastructures, la production agricole sous-optimale et les services sociaux inadéquats. Les résultats attendus sont notamment les suivants : au titre des infrastructures, plus de 2.500 km de routes auront été construites ou réparées dans 13 pays membres et deux nouveaux aéroports approuvés pour le Sénégal et le Soudan ; la production de plus de 900MW d'électricité sera assurée dans six pays, permettant en outre l'accès à plus de 40.000 ménages (près d'un quart de million de personnes, en considérant une moyenne de six personnes par ménage) et près de 700 km de lignes électriques seront installés; grâce au projet ECOWAN, la Gambie et la Sierra Leone multiplieront par 13 le nombre de leurs abonnés au réseau à large bande, tandis que le nombre d'utilisateurs de l'Internet sera multiplié par 6 ; des câbles en fibre optique d'une longueur de 1500 km seront installés et, dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, plus de 50.000 foyers bénéficieront de plus de 200.000 mètres cubes d'eau.

S'agissant du développement humain, plus de 325 nouveaux établissements d'enseignement primaire et secondaire et plus de 1000 salles de classe auront été construits et équipés. Ils s'ajouteront à trois collèges techniques et 8 facultés universitaires également construits et équipés ; pour contribuer à résoudre le problème du chômage des jeunes et améliorer la qualité de l'éducation, plus de 400 nouvelles salles de classe dans 120 nouvelles madrasas fréquentées par plus de 5000 étudiants, en majorité des filles et des garçons provenant de milieux défavorisés, seront construites au Niger, en Gambie, au Sénégal et au Nigeria ; plus de 10 nouveaux hôpitaux et 120 cliniques, centres de santé et établissements de soins de santé primaire auront été construits, permettant d'augmenter d'environ 1200 la capacité d'accueil ; en outre, près d'un million de moustiquaires imprégnées auront été distribués pour combattre le paludisme. Plus de 20 médecins, et 500 cardiologues, techniciens médicaux et ophtalmologues auront été formés afin de renforcer les capacités en matière de soins de santé. Il s'y ajoute que des équipements médicaux destinés aux services de cardiologie et de chirurgie ainsi qu'aux laboratoires médicaux, auront été fournis.

Dans le domaine de l'agriculture, plus de 800.000 hectares de terres auront été mises en valeur et cultivées, y compris des terres de faible rendement. En outre, 8 à 10 réserves de céréales stratégiques auront été constituées afin de contribuer à atténuer l'insécurité alimentaire et 5 ou 6 laboratoires de recherche sur les semences/les sols auront été construits, réfectionnés ou mis à niveau afin d'encourager la recherche agricole.

Parallèlement au PSDA, le Groupe de la BID a lancé diverses initiatives afin de produire un impact optimal, notamment celles concernant le Programme en matière d'éducation bilingue (PEB), le Programme à résultats rapides 'Roll Back Malaria', le Programme de Lutte contre la Cécité et la Déclaration de Djeddah sur la Sécurité alimentaire. Ces programmes ont enregistré des résultats remarquables en permettant notamment d'accroître le pourcentage de filles scolarisées au Tchad et au Niger dans le cadre du PEB, de rendre la vue à près de 9.000 patients à travers des opérations de la cataracte réalisées dans 8 pays membres (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Djibouti, Guinée, Mali et Niger). La Déclaration de Djeddah cible le développement agricole et la production alimentaire pour prévenir les pénuries alimentaires récurrentes frappant des pays membres situés en Afrique. Elle s'attaque à des contraintes majeures pesant sur le secteur agricole, notamment l'insuffisance des investissements publics et des services.

Evaluation et prochaines étapes

L'évaluation du PSDA est en cours, la phase d'approbation s'étant achevée. Deux consultants (un employé retraité du PNUD – consultant principal – et un employé retraité de la BID) ont été engagés. Ils ont effectué des visites au Mali, au Niger, en Mauritanie, en Sierra Leone, en Ouganda et au Soudan dans le cadre de leur mission. Leur projet de rapport final soumis en mai 2014, a été examiné par la Banque, et ses conclusions discutées lors de la réunion spéciale des gouverneurs africains tenue en marge de la 39^{ème} Réunion annuelle du Conseil des gouverneurs, en juin de la même année. Les remarques qui en ont résulté ont été transmises aux consultants qui en ont tenu compte dans la version finale soumise à la haute direction pour examen et décision. L'exécution du programme se poursuit intensément.
